

compagnie américaine, la seule capable de fabriquer ce matériel. Pourtant, les Canadiens sont déjà prêts.

Se voyant bel et bien battu, le gouvernement fédéral court aux négociations et convint d'abandonner aux provinces les loteries de moins de \$9 pour ne garder que celles de \$10 et plus. Ce que je veux dire c'est que le gouvernement fédéral a passé un contrat de 23 millions de dollars et en a gaspillé cinq millions. Il a gâché en plus \$300,000 en honoraires d'experts-conseil. Au début du mois de juin, il a accordé un contrat de deux millions de dollars aux services de télécommunications afin de pouvoir remplir son contrat de 23 millions de dollars et il avait déjà payé les frais de mise en marché de la nouvelle loterie. En outre, il avait dû acquitter les frais d'aménagement des immeubles à bail pour les points de vente qu'il avait loués ou aménagés afin d'y installer les appareils. Ces dépenses se montent à cinq millions de dollars et viennent se greffer sur les 23 millions de dollars qu'il avait déjà gâchés ou jetés par les fenêtres. Les contribuables canadiens ne verront plus jamais la couleur de cet argent. Il ne s'agit que de cinq millions de dollars, une petite somme par rapport à celles avec lesquelles les libéraux ont l'habitude de jongler.

Par ailleurs, le gouvernement a conclu avec la société General Instruments un contrat tellement désavantageux pour lui qu'il ne peut s'en sortir. S'il parvient à s'en tirer à moins de 23 millions de dollars, il devra probablement payer en plus dix millions de dollars d'amende, tout simplement parce qu'il a passé un contrat qui ne lui laissait aucun droit. Il n'était que locataire et ne peut donc même pas racheter maintenant les appareils et les vendre aux loteries de l'Ouest ou de l'Atlantique. Il ne peut transférer les techniques car elles sont toutes aux mains de la société General Instruments.

Le principe du contrat est entièrement différent de ceux qui ont été conclus par les provinces. Celles-ci se sont montrées beaucoup moins prodigues des dollars de leurs contribuables. Le gouvernement devra donc verser une amende de dix, douze ou quinze millions de dollars. Les deux provinces mises en cause ont déclaré qu'elles aideraient le gouvernement fédéral à sortir de ce gâchis en versant chacune 25 p. 100 des amendes jusqu'à concurrence de dix millions de dollars. A supposer qu'on lui impose une amende de dix millions de dollars, le gouvernement devra au moins en payer cinq millions et si l'amende est supérieure à cette somme, il devra la payer seul.

Le gouvernement aura probablement perdu dix millions de dollars à moins de se montrer dur en affaires et de demander à la société General Instruments de livrer la marchandise. Si cette société en est incapable, ou qu'elle a quarante-huit jours de retard par exemple, le gouvernement pourrait alors lui dire qu'il ne veut plus de ses marchandises étant donné qu'elles n'ont pas été livrées à temps. Je crains fort que cette bande de pâtes molles qui siègent en face ne soient pas capables de se montrer durs en affaires. C'est là un petit exemple de gabegie qui se soldera pour l'État par la perte d'au moins dix millions.

Ce qu'il y a de décourageant et d'exaspérant dans cette affaire c'est que le ministre d'État (santé et sport amateur) (M^{me} Campagnolo), qui représente la circonscription de Skeena—et soit dit en passant je suis persuadé que ses électeurs seront bien gênés de l'apprendre mais il faut qu'ils sachent la vérité—a tenu une réunion à Toronto au cours de laquelle elle a déclaré aux journalistes que le gouvernement ne voulait pas vraiment se lancer dans ce genre d'activité et qu'il s'en servait

simplement comme moyen de pression pour prendre le contrôle d'une partie des loteries d'État.

C'est donc une somme de 23 millions de dollars pour le marché et cinq autres millions provenant des poches des contribuables que le gouvernement utilise comme moyen de pression et qu'il a totalement perdus. Ces 28 millions de dollars des contribuables ont été utilisés comme moyen de pression bien que le ministre ait lui-même déclaré que le gouvernement ne s'intéressait pas à ce secteur d'activité que représente la loterie. C'est là une sacrée façon de marchander.

Je voulais signaler ce petit exemple car j'ai suivi le déroulement de cette affaire dès le départ, c'est-à-dire au début du mois de juin, durant tout l'été et jusqu'à cet automne. Cela m'intéressait beaucoup peut-être à cause du fait que l'une des sociétés canadiennes d'ordinateurs capable d'accomplir ce travail se trouvait dans ma circonscription mais également et avant toute autre considération parce que des emplois canadiens étaient en jeu ainsi que la participation de constructeurs canadiens. Dire que malgré cela, le gouvernement s'interroge sur les raisons de notre déficit commercial au chapitre des biens de fabrication! Je pense plutôt que les ministres qui siègent là, en face, ne se rendent pas compte de ce qui se passe.

Ce n'est là qu'un petit exemple qui démontre de quelle façon, en quatre mois, le gouvernement fédéral a gaspillé des millions de dollars puisés à même les impôts des contribuables canadiens par l'activité d'un petit ministère dans une toute petite région. Cela illustre bien que le gouvernement est incapable de gérer, de gouverner, d'administrer et de façon générale, de s'occuper de ces fonds.

Dans le premier bill qu'il nous présente au cours de la nouvelle session, le gouvernement nous demande de lui accorder 17 milliards de dollars sans aucune condition. C'est de la démeance, mais je suppose que grâce à la majorité de l'autre côté, on adoptera ce bill. Les contribuables d'aujourd'hui et ceux de plusieurs générations à venir seront les victimes de la cupidité de ce gouvernement.

J'espère que le gouvernement acceptera la proposition éminemment raisonnable que mon chef a présentée cet après-midi. C'est une proposition intelligente et courtoise que l'on pourrait présenter à n'importe quel organisme législatif, que ce soit un conseil municipal, un conseil de comté, ou une assemblée législative provinciale. Mon chef a suggéré que le gouvernement ne demande pas la somme de 10 milliards de dollars dont il n'a pas besoin avant la prochaine année financière, tant qu'il n'aurait pas au moins déposé les prévisions budgétaires pour préciser comment il avait l'intention de dépenser ces fonds. Jusqu'ici, le gouvernement s'en est tiré après avoir comme qui dirait volé, ou en tout cas certainement gaspillé, l'argent des contribuables canadiens et l'avenir de l'ensemble des Canadiens. Nous devrons rembourser plus tard ce que nous empruntons maintenant. C'est ce qu'exige mon banquier, tout au moins, et probablement le vôtre, monsieur l'Orateur, et celui de tout le monde, sauf le banquier de ces gaspilleurs qui occupent présentement les bancs du gouvernement.

J'espère que la population du Canada ne va pas s'en laisser conter et qu'elle s'exprimera encore plus clairement qu'elle ne l'a fait il y a dix jours, aux dernières élections partielles, alors que 13 sur 15 des candidats du gouvernement ont été battus. J'espère qu'avant l'adoption de ce bill, les Canadiens écriront à leurs députés pour leur faire comprendre que l'on peut peut-